

## ■ Simulation politique

### Article de nouvelles de politique québécoise

#### ÉCOLE PRIVÉE, SEXUALITÉ ET GOUVERNEMENT, PARFOIS UN DRÔLE DE MÉNAGE

L'école privée représente pour plusieurs l'exemple à suivre et l'éducation de meilleure qualité. Toutes les matières d'ordre général y sont vues et dans certaines écoles, le sujet de la sexualité est aussi abordé. Il a été démontré que certaines de ces écoles, financées en partie par le gouvernement du Québec, offriraient des cours d'éducation à la sexualité très controversés.

« Pour décourager tout comportement sexuel et pour démontrer que l'abstinence est la seule solution, les profs nous parlent d'une nouvelle souche de VIH qui passe au travers du condom. On nous dit qu'à part l'abstinence, il n'y a rien à faire pour se protéger des maladies », indique un élève de l'école des Hautes Exigences.

Après vérification auprès de Santé Canada, aucune ancienne ou nouvelle souche de VIH ou d'ITSS ne peut traverser la membrane du condom, il s'agirait d'une fausse croyance. Selon les spécialistes, le condom est encore de nos jours le moyen le plus efficace pour se protéger des ITSS.

« N'est-il pas contradictoire de faire croire aux jeunes que celui-ci ne protège pas ? Quels seront les risques encourus par les jeunes s'ils délaissent le condom, croyant à tort qu'il ne sert à rien ? On peut facilement imaginer une hausse des ITSS, mais également une hausse des grossesses non planifiées. Et quels seraient les coûts reliés ? Sachant que le programme québécois de gratuité des médicaments pour le traitement des ITSS consacre présentement une somme de 1,2 million de dollars par année pour traiter les personnes atteintes, il est facile de croire que cette somme pourrait facilement doubler dans le cas d'une explosion des ITSS. Et comment le gouvernement du Québec, qui met chaque année en place plusieurs campagnes de prévention/promotion des ITSS, peut-il cautionner une telle démarche ? Est-ce que la campagne de peur serait la nouvelle façon de faire cette prévention ? », s'exclame le Dr Nguyen, responsable de la clinique des jeunes de Sherbrooke.

« Ce serait surprenant comme virement de la part du gouvernement, puisque nous savons que la prévention par la peur n'est pas des plus efficace. Étant donné que ces écoles offrent un espace pour l'éducation à la sexualité, pourquoi ne pas l'utiliser pour parler avec nos jeunes, les faire réfléchir et développer leurs connaissances, attitudes et habiletés en lien avec la saine sexualité ? », nous confie la sexologue Marianne Lévesque.

Sylvie Lachance, mère de deux enfants, rencontrée à la sortie des classes, se dit outrée de cette manière d'enseigner : « Le gouvernement ne devrait tout simplement plus financer cette école ! Il faut



leur couper les vivres ! Ce n'est pas parce que c'est une école privée qu'elle a le droit de faire ce qu'elle veut ! Y'a toujours ben des limites !».

Contrairement à Mme Lachance, l'enseignante Mélanie Roy nuance en indiquant qu'il faudrait plutôt envoyer de l'argent pour l'éducation à la sexualité : développer des outils, former les enseignants, et surtout, définir les bases de ce qui doit être fait. « Avec le retrait des cours d'éducation sexuelle, on peut maintenant faire presque n'importe quoi. En voici la preuve. L'éducation, y compris sexuelle, doit être réfléchie, et non pas laissée au hasard, selon qui se trouve devant la classe. »

